



## Conseil économique et social

Distr. générale  
13 septembre 2019  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2019

26 juillet 2018-24 juillet 2019

Débat de haut niveau

### Compte rendu analytique de la 32<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 17 juillet 2019, à 15 heures

*Présidente* : M<sup>me</sup> King ..... (Saint-Vincent-et-les Grenadines)

## Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau (*suite*)

- a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social (*suite*)

*Débat général (suite)*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau**  
(suite) (E/2019/65, E/2019/66, E/2019/68, E/2019/70 et E/2019/78)

**a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social** (suite)

*Débat général (suite)*

1. **La Présidente** invite les participants et les participantes à la réunion ministérielle à reprendre le débat général sur le thème « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité ».

2. **M<sup>me</sup> Nzenza** (Zimbabwe), Ministre de la fonction publique, du travail et de la protection sociale, indique qu'à la suite d'une réforme électorale en 2018, son pays est entré dans une nouvelle phase démocratique et est de nouveau prêt à collaborer avec la communauté internationale. L'objectif premier du Gouvernement est d'éliminer la corruption, qui a par le passé gravement entravé les progrès sur la voie du développement durable. Une commission de lutte contre la corruption a été créée et le Président a récemment investi huit commissaires. Si le pays progresse globalement dans la réalisation des objectifs de développement durable, les inégalités et la situation économique difficile posent des problèmes considérables. De ce fait, le Zimbabwe cherche à nouer des partenariats, y compris avec des institutions financières. Les changements climatiques sont également une importante source de difficultés. En mars 2019, un cyclone dévastateur a causé d'énormes dégâts dans le pays, déjà frappé par la sécheresse, et les ressources destinées aux programmes de protection sociale ont été épuisées. Les capacités du pays sont donc limitées.

3. **M. Chhieng** (Cambodge), Ministre délégué auprès du Premier Ministre et Secrétaire général du Conseil cambodgien du redressement et du développement, affirme que les éléments essentiels pour donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion sont la paix, la stabilité politique et un modèle de développement équilibré qui permette la réalisation d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 repose sur un tel modèle, de même que la ligne suivie par le Gouvernement cambodgien. Comme d'autres pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), le Cambodge traverse des changements structurels et se heurte à des difficultés liées aux changements climatiques et à la dégradation de

l'environnement. Le Gouvernement s'efforce d'appliquer le principe consistant à ne laisser personne de côté, de donner des moyens d'action à la population et de favoriser l'inclusion en prenant des mesures qui visent à garantir la sécurité des revenus, à améliorer l'enseignement technique et professionnel, à renforcer la protection sociale des personnes âgées, à atténuer les changements climatiques et à aligner l'action des pouvoirs publics sur les objectifs de développement durable. Il continuera de solliciter la coopération de toutes les parties prenantes, y compris les entreprises, la société civile et les citoyens et citoyennes, et adoptera à cet égard une démarche à l'échelle de l'ensemble des pouvoirs publics.

4. **M<sup>me</sup> Jaramillo** (Panama), Ministre du développement social, affirme que le Gouvernement panaméen est fermement résolue à atteindre les objectifs de développement durable. Le plan d'action en faveur du développement durable est fondé sur l'éducation, la bonne gouvernance, l'état de droit et une économie compétitive permettant de créer des emplois et de réduire la pauvreté et les inégalités. Pour promouvoir le bien-être de la population, il est impératif de remédier aux inégalités qui persistent s'agissant de répondre aux besoins fondamentaux, tels que l'accès aux services de santé, à l'eau potable et à l'énergie. Le Panama a réalisé d'importantes avancées dans la mise en œuvre du Programme 2030 : il a notamment actualisé le cadre juridique relatif à la gouvernance, mis au point des outils de mesure des progrès et adapté les plans nationaux de développement.

5. Comprendre que les droits de la personne sont un outil de développement durable peut transformer les sociétés. Sachant que le Programme 2030 permet d'aborder de manière globale la question des besoins humains, il y a lieu de l'adapter aux activités menées au niveau local. Pour atteindre les objectifs de développement durable, il est nécessaire d'établir des partenariats entre les pouvoirs publics, le secteur privé, le milieu universitaire et la société civile. Pour cela, il importe de prendre des mesures pour amener l'ensemble des parties prenantes à agir de concert. À l'approche du Sommet sur les objectifs de développement durable, qui se tiendra en septembre 2019, le Panama réaffirme sa détermination à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

6. **M. Sayed-Khaiyum** (Fidji), Procureur général et Ministre de l'économie, de la fonction publique et des communications, dit que l'examen national volontaire des Fidji a permis de mettre en lumière les mesures prises par ce petit État insulaire en développement pour promouvoir la paix dans diverses parties du monde en proie à des troubles et lutter avec ardeur contre les

changements climatiques. L'examen a révélé que le pays s'était bâti une solide assise pour la réalisation des objectifs de développement durable : il s'est en effet doté d'un puissant réseau d'infrastructures, a atteint une situation économique sans précédent et a considérablement développé son capital humain. Toutefois, il ne s'agit là que d'une première phase. En vue d'un réel développement durable, il convient de faire fond sur cette base pour faire en sorte, notamment, que les personnes handicapées puissent s'épanouir, que plus de jeunes femmes puissent s'engager dans une carrière professionnelle et qu'une culture favorable à la création d'entreprises s'installe. Il faut adopter un nouveau modèle d'économie bleue pour tirer parti des possibilités qui s'offrent dans le domaine de l'aquaculture ou du transport maritime écologique et pour restaurer les récifs coralliens. L'orateur demande aux entités des Nations Unies de fournir l'appui cohérent et global dont les Fidji ont besoin pour passer à l'étape suivante. Il exhorte les partenaires de développement à trouver des solutions de financement mixte abordables, par exemple en développant, sur le modèle des obligations vertes garanties qu'émettent les Fidji, des « obligations bleues » qui permettront de financer des projets liés aux océans pour que le pays puisse se protéger des catastrophes climatiques. Enfin, il engage les pays développés à condamner et à contrer la diplomatie de l'engrenage de la dette en proposant des solutions de financement durable à l'appui des petits États insulaires en développement.

7. **M<sup>me</sup> Djukić Dejanović** (Serbie), Ministre (sans portefeuille) chargée de la politique démographique, déclare que la Serbie a présenté son premier examen national volontaire en 2019. Pour le Gouvernement serbe, la procédure d'adhésion à l'Union européenne guide les efforts du pays en matière de renforcement de la démocratie, de stabilisation et de promotion des trois dimensions du développement durable. Les profondes réformes structurelles que le Gouvernement met en œuvre dans l'optique de ne laisser personne de côté sont axées sur l'enseignement de qualité, le travail décent, la croissance économique et la réduction des inégalités. Les mesures visant à atteindre les objectifs de développement durable et à mettre en œuvre l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques étayent les progrès du pays sur la voie du développement durable. En septembre 2018, la Serbie a organisé une conférence sous-régionale sur la promotion de la mise en œuvre du Programme 2030. Les représentants et représentantes de gouvernements, du secteur privé, du milieu universitaire, de la société civile, des institutions financières internationales et des partenaires de développement réunis à cette occasion ont mis en

exergue des activités qui contribuaient à la réalisation efficace et rationnelle des objectifs de développement durable. L'intervenante conclut en soulignant l'attachement de son pays à la promotion de la paix et à l'instauration de conditions de vie prospères et sûres pour toutes et tous, dans le monde entier.

8. **M. Kaboré** (Burkina Faso), Ministre de l'économie, des finances et du développement, indique que, la veille, le Burkina Faso a présenté son premier examen national volontaire, dans lequel sont exposées les réussites du pays et les obstacles auxquels il fait face dans sa marche vers le développement durable. En 2016, en vue de transformer l'économie, le Gouvernement s'est doté d'un plan de développement économique et social, en se basant sur les objectifs de développement durable et sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Depuis, environ 6 300 salles de classe ont été construites, 13 établissements d'enseignement supérieur ouverts et près de 88 000 emplois créés. En outre, par la voie du Programme d'appui au développement des économies locales, le Gouvernement lutte contre la pauvreté en aidant les populations locales à créer des richesses et à valoriser leur potentiel.

9. Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à des attaques terroristes qui du nord, se sont progressivement étendues à d'autres localités au point de menacer l'intégrité territoriale du pays et d'entraver son avancée dans la réalisation des objectifs de développement durable. En mai 2019, 933 écoles avaient dû fermer et le pays accueillait 25 000 personnes réfugiées, s'ajoutant aux 150 000 déplacés. Un conflit interne déclenché en 2019 a aggravé la situation et fait croître le nombre de personnes déplacées. Le Gouvernement burkinabé a élaboré un plan solide pour faire face aux activités terroristes, sous la forme du Programme d'urgence pour le Sahel, qui vise à renforcer la sécurité et à parer aux conséquences humanitaires du terrorisme. L'Afrique de l'Ouest a besoin, pour vaincre l'hydre terroriste, d'un plan qui serait inspiré du Plan Marshall et s'appuierait sur les priorités définies par les gouvernements et par le Groupe de cinq pays du Sahel. Le peuple et le Gouvernement burkinabés sont reconnaissants à l'ensemble du système des Nations Unies pour son soutien en matière de sécurité.

10. **M. Alhamer** (Bahreïn), Ministre du logement, déclare que le Gouvernement bahreïnien a intégré les objectifs de développement durable dans ses politiques et programmes. Les dépenses publiques affectées à la santé, à l'éducation et à la protection sociale représentent 32 % du budget total de l'État. En outre, le Gouvernement a créé un comité chargé de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable et donné pour instruction aux

ministères et autres organes gouvernementaux d'aligner les objectifs, plans et politiques adoptés dans le cadre du plan d'action gouvernemental sur les objectifs de développement durable.

11. Conformément à l'objectif de développement durable n° 4, l'enseignement de base est obligatoire et gratuit. Le taux de scolarisation est de 100 % dans le primaire, 86,4 % dans le secondaire et 74 % pour ce qui est de l'éducation préscolaire, et l'analphabétisme a été éliminé. Les personnes handicapées sont intégrées dans le système éducatif depuis 1986 et le Gouvernement bahreïnien a lancé des projets dans les domaines de l'autonomisation par le numérique et de l'utilisation sans danger des technologies, afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement. Pour ce qui est de l'objectif 8, le Gouvernement s'efforce de diversifier les sources de revenus et le secteur privé est ainsi devenu un partenaire de développement essentiel. Bahreïn exécute également des projets de développement destinés à améliorer sa compétitivité et à attirer des investissements, ce qui favorise la croissance et le développement.

12. En ce qui concerne l'objectif 10, le Gouvernement bahreïnien fournit une aide aux femmes victimes de violence familiale et aux personnes ayant des besoins particuliers. Il défend les droits des travailleurs étrangers - qui bénéficient d'une assurance maladie, ont accès à des refuges et sont protégés contre les licenciements abusifs - et a pris des mesures pour lutter contre la traite des personnes. S'agissant de l'objectif 11, cinq villes nouvelles en construction pourront accueillir 36 000 familles à faible revenu ainsi que des femmes divorcées ou célibataires. Dans la perspective de l'objectif 13, des institutions et comités gouvernementaux ont été créés et chargés de veiller à l'équilibre entre la protection de l'environnement et la couverture des besoins en matière de développement économique et social dans le cadre de diverses mesures, stratégies et réglementations. En vue d'atteindre l'objectif 16, le Gouvernement s'est engagé à lutter contre la corruption, à protéger les fonds publics et à préserver l'indépendance de la justice et s'efforce de promouvoir une culture de dialogue et de respect des normes et des lois régissant les libertés individuelles et religieuses.

13. **M<sup>me</sup> Andersson** (Finlande), Ministre de l'éducation, dit que son gouvernement tend à faire de la Finlande une société viable aux plans social, économique et écologique d'ici à 2030, notamment grâce à l'action que mène de longue date sa commission nationale du développement durable. Dans cette optique, l'un des grands objectifs est de faire en sorte que le pays atteigne la neutralité carbone d'ici à 2035 et que son empreinte

devienne même négative peu après, moyennant une transition juste combinant des investissements en faveur de l'éducation et de la protection sociale avec une politique climatique ambitieuse. En outre, accroître le niveau d'instruction de l'ensemble de la population permettra de réduire les inégalités, d'offrir à tout le monde des possibilités de formation continue et de promouvoir l'inclusion, le bien-être, la créativité, la pensée critique et l'innovation, qui sont les clés de la mise en œuvre du Programme 2030. L'enseignement est également crucial pour répondre aux nouvelles exigences liées à l'évolution rapide de la technologie. Le Gouvernement accordera aussi une attention particulière à l'égalité des genres, en agissant en faveur de la transparence des salaires et de l'accès égal au congé parental. Depuis que la Finlande a présenté son examen national volontaire, en 2016, l'action pour le développement durable a été intégrée au budget de l'État et une évaluation indépendante de la mise en œuvre des politiques nationales et internationales liées au Programme 2030 a été réalisée, rendant ainsi disponibles des données factuelles sur le sujet.

14. Les conclusions du Rapport mondial sur le développement durable de 2019 doivent être prises au sérieux. Le Gouvernement finlandais estime que ces efforts d'évaluation indépendante doivent se poursuivre et qu'un nouveau rapport devra couvrir les quatre prochaines années de mise en œuvre du Programme 2030. La Finlande est pleinement favorable aux réformes de l'ONU engagées par le Secrétaire général en vue de ne laisser personne de côté. Le pays a entamé sa troisième présidence du Conseil de l'Union européenne ; à ce titre, il s'emploiera en priorité à renforcer l'état de droit et le rôle moteur de l'Union dans l'action mondiale pour le climat.

15. **M. Regenvanu** (Vanuatu), Ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et du commerce extérieur, dit que son gouvernement accorde une priorité élevée à l'accès universel à un enseignement de qualité et s'efforce en particulier d'amener les personnes à rester scolarisées plus longtemps, d'améliorer la qualité de l'enseignement et de faire en sorte que des programmes d'aide au financement de la scolarité soient accessibles depuis l'éducation préscolaire jusqu'à la dernière année du secondaire. Le Gouvernement vanuatien s'emploie également à promouvoir le travail décent au moyen d'un élargissement des débouchés commerciaux et professionnels, en cherchant notamment à ancrer davantage le secteur du tourisme dans l'économie des zones rurales, où réside une grande part de la population. En outre, il facilite l'insertion de travailleurs vanuatens non qualifiés sur le marché international de

l'emploi, en particulier en Australie et en Nouvelle-Zélande. Aux fins de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 10, relatif à la réduction des inégalités, le Gouvernement coopère avec le Programme des Nations Unies pour le développement en vue d'accroître la participation des femmes à l'activité parlementaire, mise, avec le Gouvernement australien, sur le renforcement des compétences dans les domaines du tourisme, de l'artisanat et de la vente et œuvre en faveur de la démarginalisation des personnes handicapées.

16. Vanuatu se caractérise par sa grande diversité culturelle et son peuple est fier de vivre dans un pays pacifique, où la démocratie prospère et la justice est indépendante. Les changements climatiques sont la pire menace qui pèse sur le développement durable du pays. Vanuatu a pu constater concrètement comment des conditions météorologiques extrêmes pouvaient anéantir des années de développement économique en seulement quelques heures quand, en 2015, un cyclone tropical a dévasté le pays, lui coûtant plus de 60 % de son produit intérieur brut. Le manque d'ambition à l'égard de l'objectif de développement durable n° 17 a de graves répercussions sur la réalisation des autres objectifs, en particulier ceux liés à la santé et au bien-être, à l'élimination de la faim, à l'eau salubre, aux infrastructures résilientes, à la réduction des inégalités, aux villes durables, à la santé et la productivité des océans et à la qualité de la vie. Si tous les États ne s'engagent pas à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C et à atteindre les objectifs financiers fixés dans l'Accord de Paris, les efforts de mise en œuvre du Programme 2030 seront vains.

17. **M. Mokaila** (Botswana), Ministre de l'environnement, de la préservation des ressources naturelles et du tourisme, dit que l'examen à mi-parcours du plan national de développement est l'occasion pour son gouvernement d'étudier les moyens de mieux aligner les politiques et stratégies sectorielles sur les objectifs de développement durable. L'accent mis dans le Programme 2030 sur les populations, la prospérité, la planète, la paix et les partenariats a été pris en compte dans les cadres nationaux de développement à moyen et long terme et un comité directeur en charge de l'institutionnalisation des objectifs a été créé. Le principe consistant à ne laisser personne de côté est au cœur de la Vision 2036 du Gouvernement botswanais, dont l'ambition est d'assurer la prospérité de toute la population. Des efforts sont mobilisés pour faire en sorte que les fournisseurs de données puissent mieux rendre compte des indicateurs et un plan de réalisation de l'objectif 4 a été mis au point afin de préparer le système éducatif à accompagner le passage d'une

économie basée sur les ressources à une économie fondée sur le savoir. En outre, une politique en faveur de l'emploi est en cours d'élaboration, le but étant de remédier au problème du chômage élevé chez les jeunes et d'adapter les programmes de formation professionnelle des établissements d'enseignement à l'évolution de la demande sur le marché du travail.

18. Avec son climat semi-aride et son économie basée sur les ressources, le Botswana est fortement exposé à la menace des changements climatiques. L'orateur réaffirme donc l'engagement de son gouvernement en faveur de l'Accord de Paris et de l'Ensemble de règles de Katowice. Qui plus est, une politique nationale relative aux changements climatiques a été soumise à l'examen du Parlement et la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe a été harmonisée avec le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030). Le Ministre remercie les partenaires de développement pour l'appui qu'ils fournissent au Botswana dans l'esprit de l'objectif 17.

19. **M. Fofana** (Guinée), Ministre de la justice, dit qu'une attention particulière doit être accordée aux pays les moins avancés et aux États fragiles dans le cadre de l'évaluation des progrès accomplis sur la voie du développement durable qui est faite à l'occasion du forum politique de haut niveau. Les objectifs de développement durable sont le fil conducteur des politiques et stratégies de développement du Gouvernement, en particulier la Vision 2040 de la Guinée, qui intègre également ceux de l'Agenda 2063 et a été élaborée avec la participation de la société civile, du secteur privé, des jeunes, des femmes et des partenaires de développement. La première phase de la mise en œuvre de cette vision passe par l'exécution du plan de développement économique et social pour la période 2016-2020, qui est axé sur la bonne gouvernance, la transformation économique durable et inclusive, le développement inclusif du capital humain et la gestion durable du capital naturel. Les évaluations de la mise en œuvre de ce plan, y compris l'examen national volontaire présenté par la Guinée en 2018, ont montré que des progrès avaient été accomplis pour ce qui touchait au secteur rural, à la sécurité alimentaire, aux infrastructures socioéconomiques et à la gouvernance des finances publiques.

20. Les principaux défis que le pays doit relever en matière de développement consistent à assurer une croissance forte, inclusive et soutenable, à faire une meilleure utilisation du dividende démographique et à renforcer le cadre environnemental. Dans ce contexte, le Gouvernement a créé deux agences en vue d'appuyer le développement local et de veiller à une meilleure répartition des richesses, notamment par l'allocation de

15 % des recettes minières aux collectivités locales et le transfert direct de fonds aux populations vulnérables dans les zones rurales. À terme, ces initiatives contribueront à améliorer l'accès des populations locales aux services sociaux de base et à renforcer les capacités techniques et institutionnelles au niveau local. Au cours de la décennie écoulée, l'action du Gouvernement a largement porté sur la facilitation de l'accès à la justice dans une optique d'autonomisation de la population.

21. **M. da Fonseca** (Angola), Ministre de l'économie et de la planification, dit que pour faire face aux retombées économiques et financières de la récession qui a commencé en 2016 en Angola, le Gouvernement met en œuvre un plan de stabilisation macroéconomique et reçoit un appui financier et technique du Fonds monétaire international dans le cadre de son mécanisme élargi de crédit. La stratégie à long terme adoptée par le Gouvernement pour atteindre les objectifs de développement durable comprend des mesures visant à ouvrir de nouvelles perspectives de croissance économique par le développement du secteur privé, la réduction des inégalités et la promotion de l'inclusion sociale et du bien-être. Quant aux programmes à court terme, ils visent à assurer la stabilité macroéconomique et budgétaire, à améliorer la qualité de l'enseignement et des services de santé, à construire des infrastructures et à éliminer la faim. Financés à titre annuel par l'État, nombre de ces programmes s'inspirent directement des objectifs de développement durable. La mise en œuvre du Programme 2030 sera au centre de la prochaine phase de développement de l'Angola, qui fait désormais partie des pays à revenu intermédiaire.

22. **M. García** (Uruguay), Directeur du Bureau de la planification et du budget, dit que l'Uruguay a présenté son troisième examen national volontaire cette année, dans le cadre duquel il a fait rapport sur l'ensemble des objectifs de développement durable. Avec un coefficient de Gini de 0,382, l'Uruguay est le pays le plus égalitaire de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. De plus, il est internationalement reconnu pour son action en faveur d'un travail décent et pour sa croissance économique, ininterrompue depuis 15 ans, période au cours de laquelle il a investi dans une éducation publique de qualité à tous les niveaux. Le système national de riposte aux changements climatiques mis en place pour prévenir et atténuer les risques et favoriser l'adaptation célèbre son 10<sup>e</sup> anniversaire. Les politiques de l'Uruguay en matière d'action climatique en font une référence à l'échelle internationale. Les discussions sur les changements climatiques qui auront lieu en septembre 2019 à l'occasion du Sommet sur les objectifs

de développement durable seront d'une importance cruciale.

23. Les objectifs de développement durable ne sont pas seulement la responsabilité des États ; ils requièrent la participation active des citoyens et citoyennes, de la société civile, des travailleurs et travailleuses et du secteur privé. Par conséquent, le Gouvernement uruguayen est favorable à ce que des échanges à ce sujet soient tenus dans le cadre de diverses instances et à ce que le milieu universitaire participe à la fourniture de renseignements exacts et rigoureux au plan scientifique sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs. Le Programme 2030 a également été incorporé dans le cycle budgétaire et les mécanismes de planification stratégique et de suivi et d'évaluation des politiques et adapté aux activités des gouvernements locaux et régionaux. Dans un monde aux prises avec la volatilité de l'économie internationale et l'intolérance religieuse et culturelle, l'Uruguay défend les valeurs fondamentales du respect de l'égalité et des droits civils, politiques et sociaux.

24. **M. Ağbal** (Turquie), Chef de la stratégie et du budget de la présidence, estime que l'éducation est liée à presque tous les objectifs de développement durable et qu'elle est essentielle à l'autonomisation, à l'inclusion et à l'égalité. Près de 40 % de la population turque ayant moins de 24 ans, la jeunesse présente le plus grand potentiel pour le développement de la Turquie. Le Gouvernement turc estime qu'une éducation inclusive et de qualité, qui offre des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, est une priorité. Des initiatives visant à augmenter la fréquentation scolaire des filles ont eu pour résultat une hausse des taux de scolarisation nets à tous les niveaux. Des améliorations apportées à l'infrastructure physique et le renforcement des ressources humaines ont permis de répondre aux besoins des élèves en situation de handicap. Conscient que l'éducation joue un rôle clé dans la stimulation de l'emploi et de la croissance économique, le Gouvernement a encouragé la formation de liens entre les établissements scolaires et le secteur privé. Il a également pris des mesures pour augmenter le taux d'emploi des femmes, des jeunes et des personnes handicapées. Des politiques sociales efficaces de lutte contre la pauvreté, de réduction des inégalités et de promotion de l'égalité des genres visent à mieux distribuer les richesses du pays ; le taux de croissance annuel moyen de la Turquie au cours des 17 dernières années a été de 5,5 %.

25. Étant situé dans le bassin de la Méditerranée, la Turquie souffre grandement des changements climatiques et considère comme vitales les mesures d'adaptation, en particulier celles qui augmentent la

résilience des groupes vulnérables. Elle accueille près de 4 millions de réfugiés, auxquels elle fournit un abri et une protection sociale ainsi que des soins de santé et une éducation gratuits. Conformément au principe consistant à ne laisser personne de côté, la Turquie a dépassé l'objectif qu'elle s'était fixé en faveur des pays les moins avancés, à qui elle a fourni une aide se montant à plus de 2 milliards de dollars entre 2010 et 2017. En 2018, le montant de son aide publique au développement s'est élevé à 8,6 milliards de dollars, dépassant ainsi la cible établie au titre des objectifs de développement durable.

26. **M<sup>me</sup> Cerrato** (Honduras), Vice-Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, indique que le Gouvernement hondurien a commencé à appliquer le Programme 2030 en incorporant les objectifs de développement durable au système national de planification et qu'il met actuellement en place une commission nationale qui sera chargée de suivre et de superviser les actions menées pour réaliser les objectifs. S'agissant du thème du forum politique de haut niveau de 2019, l'autonomisation, l'inclusion et l'égalité sont des défis auxquels le Honduras est confronté dans les domaines prioritaires que sont l'éducation, l'emploi et l'action climatique. À cet égard, un plan stratégique pour le secteur de l'éducation, dans lequel sont articulées les transformations nécessaires, a été approuvé pour la période 2018-2030. Un groupe de travail sur la création d'emploi pour les jeunes a été formé et plus de 100 000 nouveaux débouchés ont été offerts en 2018. Un nouveau plan stratégique a été élaboré en vue d'améliorer les conditions de vie et la productivité de tous les Honduriens et Honduriennes.

27. Les conséquences des changements climatiques sont manifestes au Honduras : les phénomènes climatiques importants, dont des inondations et des épisodes de sécheresse, sont plus fréquents et plus intenses. Le programme d'action pour le climat du Gouvernement tient compte des droits de la personne et de l'inclusion des groupes les plus vulnérables, dont les femmes, les peuples autochtones et les Afro-honduriens. Le Programme 2030 prend acte des effets de la violence sur le développement et la réduction de la pauvreté. La violence en Amérique centrale est en grande partie causée par la demande, en Amérique du Nord, de drogues produites en Amérique du Sud. Le Honduras prend sa part de responsabilité dans la violence, mais il est également victime, du fait de sa situation géographique, d'un phénomène auquel il n'aurait autrement pas été mêlé. Des avancées considérables ont été accomplies dans la réduction de l'insécurité dans le pays, notamment une baisse du taux d'homicide.

28. **M. Moir** (Guatemala), Secrétaire à la planification et à la programmation de la présidence, explique que l'expérience du Guatemala lui permet de faire un certain nombre d'observations sur la mise en œuvre du Programme 2030. Tout d'abord, celle-ci nécessite une reconfiguration des institutions, des politiques et des programmes publics, qui ne pourra être menée à bien qu'au prix d'un effort considérable de la part des Gouvernements. Les acteurs non gouvernementaux doivent également consolider leur rôle et déterminer les contributions qu'ils peuvent apporter au développement durable, en complément de l'action publique. Les collectivités locales ont un rôle clé à jouer pour ce qui est de combler les brèches sociales et économiques et, à cet effet, leurs capacités et structures institutionnelles doivent être renforcées. Les États ont un besoin crucial de données, de statistiques et d'outils facilitant une prise de décision éclairée et stratégique. Les questions transnationales, notamment la criminalité organisée, les migrations et les effets des changements climatiques, dont les incidences diffèrent d'un pays à l'autre, doivent être abordées comme une responsabilité partagée, mais différenciée, au niveau régional.

29. Un engagement plus fort en faveur du financement du développement est nécessaire pour que les investissements privés, le commerce, l'endettement tolérable et le transfert de techniques puissent compléter les initiatives liées aux ressources domestiques et à l'aide publique au développement. Le Guatemala est pleinement déterminé à mobiliser ses ressources domestiques tout en veillant à ce que les contributions provenant d'acteurs internationaux et non étatiques soient efficaces et suffisantes. Il importe par-dessus tout d'aligner l'appui technique et financier apporté par les partenaires internationaux, le secteur privé et la société civile sur les priorités définies par l'État. Plus particulièrement, les principes de coopération efficace énoncés dans l'Accord de Paris et ratifiés par le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement doivent être respectés. Finalement, il faut clarifier les possibilités d'aide publique au développement et la manière dont celle-ci pourrait le mieux contribuer au développement des pays, en fonction de leurs besoins réels. Le Gouvernement guatémaltèque attache une grande importance au cadre mondial de développement élaboré par les États Membres, dont le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et le Nouveau Programme pour les villes.

30. **M. de Laiglesia González de Peredo** (Espagne), Secrétaire d'État à la coopération internationale et à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, déclare que

le Gouvernement espagnol souscrit pleinement au Programme 2030, qui occupe un rôle central dans son programme politique. Conformément au plan d'action national visant à mettre en œuvre le Programme, un ensemble de mesures relatives à l'énergie et au climat et des stratégies nationales sur la prévention de la pauvreté, sur l'égalité des chances, sur les sciences et la technologie et sur le défi démographique ont été adoptées. L'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement a également fondé ses objectifs stratégiques sur les objectifs de développement durable. Le Gouvernement espagnol suit de près les indicateurs du plan d'action et, dans une optique de transparence, présentera un rapport à ce sujet lors du sommet sur les objectifs de développement durable. L'orateur encourage les autres États Membres à en faire de même. Son gouvernement a également consulté la société civile, les collectivités locales, le secteur privé et le milieu universitaire aux fins de l'élaboration de son plan d'action et soutient que, si l'on veut atteindre les objectifs, les autorités locales et régionales doivent à tout prix jouer un rôle moteur. L'Espagne a organisé une réunion de haut niveau sur l'adaptation du Programme 2030 aux situations locales, à laquelle a participé la Vice-Secrétaire générale et qui a abouti à l'adoption de l'Engagement de Séville. Elle s'efforce également de faire en sorte que le Programme demeure une priorité dans le cadre des politiques de l'Union européenne et des organisations régionales et de ses propres relations bilatérales.

31. Le Gouvernement espagnol a mis sur pied une nouvelle structure institutionnelle de gouvernance, y compris une haute commission en charge du Programme 2030 au sein du cabinet présidentiel. Le groupe de haut niveau concernant le Programme a été renforcé afin que les décideurs et décideuses politiques de haut rang, comme la Vice-présidente et les ministres, y participent. Un conseil national sur le développement durable a également été établi pour coordonner la participation et la consultation du public. Dans les faits, les objectifs de développement durable améliorent les politiques publiques et accroissent l'efficacité des plans-cadres de coopération. L'orateur réaffirme l'attachement de l'Espagne au multilatéralisme, au droit international et au modèle de développement centré sur la population sur lequel repose le Programme 2030.

32. **M. Kang** Jeong-sik (République de Corée), Vice-Ministre du multilatéralisme et des affaires internationales, affirme que l'élan qui a conduit à l'adoption à l'unanimité du Programme 2030 ne doit pas retomber alors que les conditions ne sont pas réunies pour que le monde atteigne les objectifs de développement durable. Les conflits et l'instabilité se

sont intensifiés dans de nombreuses zones, menaçant les progrès durement accomplis. Le Gouvernement coréen adhère pleinement au principe d'inclusion, une valeur fondamentale et un facteur clé du développement durable. À cet effet, il a étendu l'accès aux services sociaux, misé sur l'humain par la voie d'un enseignement de qualité, augmenté le salaire minimum, amélioré la formation professionnelle et donné des moyens d'action aux groupes marginalisés, dont les femmes et les personnes handicapées. Il s'efforce toujours d'ajuster les objectifs de développement durable aux besoins locaux, notamment en mettant en place un mécanisme de suivi adapté aux priorités de la République de Corée. Il a également renforcé ses partenariats internationaux avec une large gamme de parties prenantes et prévoit d'au moins doubler le montant de son aide publique au développement d'ici à 2030. Ses programmes de coopération pour le développement ont également été restructurés pour répondre aux besoins liés au Programme 2030.

33. **M. Pankin** (Fédération de Russie), Vice-ministre des affaires étrangères, dit que 145 États et le Secrétaire général ont participé au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, tenu en juin 2019. Les participants et participantes ont affirmé qu'il n'existait pas de solution toute faite au développement durable, soulignant à quel point il importait d'échanger sur les meilleures pratiques, notamment au sein du Conseil. La Fédération de Russie a intégré le Programme 2030 dans sa stratégie de développement pour la période se terminant en 2024, dont les 12 domaines prioritaires (y compris la santé, l'éducation, l'emploi et la croissance économique) ont été définis en tenant compte des prévisions scientifiques sur l'économie mondiale, notamment concernant l'accélération exponentielle des avancées technologiques et la quatrième révolution industrielle.

34. La Fédération de Russie présentera les résultats de son action en faveur des objectifs de développement durable en 2020. L'objectif 4, relatif à l'éducation, et l'objectif 8, concernant l'emploi décent, se renforcent l'un l'autre et doivent être poursuivis ensemble, en prenant en considération les droits et les intérêts des travailleurs et travailleuses et en mettant les technologies de l'information et des communications au service d'une meilleure formation. La Fédération de Russie réaffirme sa détermination à atteindre les ambitions énoncées dans l'Accord de Paris, qui sont liés à l'objectif de développement durable n° 13. Faire face aux changements climatiques passe par des actions coordonnées et réalistes. Le développement de technologies inspirées par la nature est un domaine d'intervention prometteur à cet égard. Ce sujet a été

examiné lors du deuxième Sommet mondial sur l'industrie manufacturière et l'industrialisation, tenu à Yekaterinburg (Fédération de Russie) et auquel a participé le Président russe et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. L'imposition illégale de sanctions unilatérales, le protectionnisme et les guerres commerciales entravent l'accomplissement de progrès tangibles dans la réalisation de l'objectif 10, qui vise à réduire des inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. C'est en coopérant ouvertement, notamment dans le cadre d'organisations régionales comme l'Union économique eurasiatique, que les nations trouveront des solutions pour lutter contre les inégalités.

35. **M<sup>me</sup> El Ouafi** (Maroc), Secrétaire d'État chargée du développement durable, explique qu'afin d'atteindre les objectifs de développement durable, le Gouvernement marocain a établi un plan d'action qui comprend des initiatives tant nationales qu'internationales. La Constitution de 2011 fixe un cadre pour ce qui est du renforcement des politiques publiques en matière d'environnement et de développement durable. Des plans et programmes stratégiques dans les domaines de l'énergie renouvelable, de l'agriculture, de la pêche et du tourisme visent à consolider l'économie tout en tenant compte des questions environnementales. Le Gouvernement lutte contre toutes les formes de discrimination contre les femmes, notamment en ouvrant des écoles. Sur le front environnemental, des plans nationaux de recyclage des déchets et de réduction de la pollution industrielle et de la pollution de l'air sont mis en œuvre. En 2017, le Conseil des ministres a adopté une stratégie nationale, élaborée en consultation avec le milieu universitaire, le secteur privé et la société civile, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Un plan intersectoriel concernant la gouvernance du développement durable vient compléter les stratégies sectorielles.

36. **M. Savanphet** (République démocratique populaire lao), Vice-ministre des affaires étrangères, considère que, afin de ne laisser personne de côté, la mise en œuvre du Programme 2030 doit tenir compte des priorités en matière de développement des pays en situation particulière, notamment les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral. Le Gouvernement lao est déterminé à tenir ses objectifs de développement, en particulier ceux ayant trait à la lutte contre la pauvreté. Des cibles ambitieuses ont été fixées en vue de sortir de la catégorie des pays les moins avancés. Dans cette optique, le Gouvernement s'efforce, en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, d'adapter les objectifs de développement

durable à la situation nationale et il a établi un comité directeur, présidé par le Premier Ministre, un secrétariat et des points focaux dans les divers ministères et organes. Plus de 60 % des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable ont été incorporés au plan national de développement et les indicateurs clés figureront en bonne place dans le plan de développement socio-économique pour 2021-2025. Le Gouvernement fait également participer les parties prenantes à la mise en œuvre du Programme 2030 et les sensibilise aux objectifs. Il a mappé les données associées à tous les indicateurs localisés afin de veiller à ce que les ressources soient bien allouées à la collecte des données. L'insuffisance du financement continue de limiter la mise en œuvre des initiatives liées au Programme 2030. À cet égard, le Gouvernement cherche à intensifier la mobilisation de ressources internes et externes et à renforcer la coopération. L'orateur remercie les partenaires de développement pour l'aide qu'ils continuent d'apporter à son pays.

37. **M. Barros** (Cabo Verde), Vice-ministre des finances, affirme que le forum politique de haut niveau devrait être plus qu'une simple formalité. Dans le Rapport sur les objectifs de développement durable de 2019, il est clairement indiqué que l'engagement politique en faveur des objectifs est insuffisant et que les conditions ne sont réunies pour atteindre l'intégralité des objectifs dans aucun pays. Cabo Verde demeure déterminé à mettre en œuvre son plan stratégique de développement durable pour la période 2017-2021, qui est aligné sur le Programme 2030 et présente une vision visant à faire de l'archipel une porte sur le monde en plein océan Atlantique. La mise en œuvre du plan stratégique permettra de renforcer durablement l'inclusion sociale et de réduire les inégalités de manière durable. Le plan repose sur le rôle moteur du secteur privé dans la croissance et met en avant le rôle joué par la diaspora caboverdienne. Des efforts importants ont été faits pour augmenter la capacité du pays à mobiliser des ressources nationales par la génération de recettes budgétaires additionnelles et l'investissement privé est encouragé pour stimuler la création d'emplois et une croissance économique durable. Lors d'une conférence tenue en décembre 2018, à l'occasion de laquelle le Gouvernement a présenté un ensemble de projets porteurs de changements, les partenaires de développement et des représentants et représentantes du secteur privé se sont engagés à soutenir financièrement Cabo Verde. Le versement des contributions annoncées et le soutien que continuent d'apporter les partenaires de développement accéléreront la mise en œuvre des réformes nécessaires à l'atteinte des objectifs de développement durable. Le succès d'un récent forum visant à mobiliser l'investissement du secteur privé dans

le pays a confirmé la validité de la stratégie du Gouvernement.

38. **M<sup>me</sup> Nikolova** (Bulgarie), Vice-Ministre de l'environnement et de l'eau, estime que les objectifs de développement durable doivent être envisagés d'une manière intégrée, qui tienne compte de toutes les dimensions du développement durable. Concernant l'objectif 13, relatif à l'action climatique, la Bulgarie a adopté une loi sur l'atténuation des changements climatiques en 2014 et met actuellement en œuvre son troisième plan d'action national en la matière, qui comporte des mesures visant spécifiquement à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs. Ces mesures ont entraîné une baisse considérable de ces émissions et permis de porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie du pays à 18 %. La Bulgarie a également élaboré une stratégie et un plan d'action en matière d'adaptation aux changements climatiques qui couvrent les aspects environnementaux, sociaux et économiques de la question. L'objectif 4, relatif à l'éducation, est étroitement lié à l'action climatique. La formation à l'environnement est cruciale pour sensibiliser le public, promouvoir des modes de production et de consommation respectueux de l'environnement et ancrer la défense de la cause environnementale dans les mentalités et les comportements. À cet égard, la Bulgarie a établi des normes en matière d'éducation écologique à partir de l'école primaire. L'éducation est essentielle à toutes les activités liées aux objectifs, notamment celles visant à améliorer la santé, favoriser l'innovation, promouvoir des sociétés pacifiques et nouer des partenariats utiles. C'est pourquoi le Gouvernement bulgare a entrepris une initiative interinstitutionnelle visant à faire baisser le taux d'abandons scolaires et à améliorer les services d'éducation fournis aux enfants ayant des besoins éducatifs particuliers.

39. **M. Jidin** (Malaisie), Vice-ministre des affaires économiques, dit que la Malaisie s'est engagée à favoriser le développement sans exclusion et qu'elle a pour cela adopté un plan quinquennal de développement visant à assurer l'égalité des chances de tous les Malaisiens et de toutes les Malaisiennes. La Malaisie est parvenue à faire considérablement reculer la pauvreté, celle-ci étant passée de 50 % en 1970 à 0,4 % en 2016 tandis que le revenu mensuel moyen des ménages a augmenté de 7,4 % par an en moyenne pendant la même période. Conscient que les activités de développement doivent améliorer le niveau de vie, le Gouvernement malaisien a mis en place des initiatives visant à maintenir des taux de chômage et d'inflation faibles, à garantir l'accès à l'éducation et aux services de santé et

à fournir des logements abordables. Il continuera à veiller à la distribution équitable des bénéfices de la croissance, notamment en adoptant un nouveau plan visant à favoriser une prospérité partagée, l'objectif étant que tous les Malaisiens et toutes les Malaisiennes aient un niveau de vie décent d'ici à 2030, conformément au principe qui consiste à ne laisser personne de côté. En octobre 2019, la Malaisie organisera le septième Forum Asie-Pacifique de l'urbanisation, qui sera l'occasion pour les États de la région d'échanger leurs idées et de chercher des solutions innovantes pour rendre les villes de demain plus durables et plus résilientes.

40. **M. Nguyen Van Trung** (Viet Nam), Vice-Ministre du plan et de l'investissement, explique que la mobilisation de ressources suffisantes constitue le plus grand défi auquel le Viet Nam est confronté dans la mise en œuvre du Programme 2030. Pour le relever, le Gouvernement vietnamien procède à des investissements qui devraient agir comme un catalyseur en attirant des fonds privés. Ministères, organismes publics et autorités provinciales ont sélectionné des projets en fonction de leurs propres plans d'action. Le Gouvernement s'efforce également d'améliorer l'environnement des affaires afin d'encourager l'investissement privé et met en œuvre des politiques qui aident les entreprises à devenir plus compétitives, à renforcer leurs capacités technologiques et à s'intégrer dans les chaînes de valeur nationales et mondiales. S'agissant des investissements étrangers directs, la qualité passe avant la quantité. Enfin, le pays se prépare à la réduction anticipée de l'aide publique au développement.

41. **M. Kuberski** (Pologne), Sous-Secrétaire d'État auprès du Ministère de la famille, du travail et de la politique sociale, dit que, en 2017, son gouvernement a adopté une stratégie de développement responsable axée sur l'amélioration du niveau de vie du pays et considère qu'il s'agit d'un investissement à long terme. Les politiques d'aide aux personnes pauvres et marginalisées ont permis d'augmenter le revenu par habitant d'environ 40 % dans les couches les plus démunies de la population et le pourcentage d'enfants menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale a atteint un plancher historique, s'établissant à 17 % en 2017. En outre, un programme destiné à rendre les espaces et les services publics plus accessibles a été engagé. Le Gouvernement donne la priorité au développement économique partagé et à la croissance de l'emploi. Le produit intérieur brut a augmenté de 4 % par an en moyenne au cours des quatre dernières années et le taux de chômage n'a jamais été aussi bas. Nombre de citoyennes et de citoyens polonais reviennent de

l'étranger, ce qui sera bénéfique pour l'économie du pays. Enfin, la Pologne reste engagée en faveur de l'action climatique ; sa contribution au titre de l'Accord de Paris est, avec celle de l'Union européenne, la plus ambitieuse à l'échelle mondiale.

42. **M<sup>me</sup> Niuma** (Maldives), Vice-Ministre de la planification nationale et des infrastructures, dit que la politique de développement de son gouvernement repose sur la dimension humaine et sur la durabilité, l'objectif étant de parvenir à un développement en harmonie avec les océans. Alors qu'il s'appête à lancer un plan décennal de développement qui intègre pleinement les objectifs de développement durable, son gouvernement compte sur l'appui des partenaires internationaux, notamment les organismes des Nations Unies, pour renforcer les systèmes nationaux de données sur la population et le développement et l'aider à suivre les progrès et à intensifier son action là où elle est le plus nécessaire. L'instauration d'une véritable égalité des sexes exigera des efforts soutenus. Parmi les premières mesures prises, on peut citer l'adoption d'une loi sur la protection des femmes et la mise en place de quotas visant à faire en sorte que davantage de femmes occupent des postes de responsabilité (fixés à 35 % au Gouvernement). En matière de qualité de service, il faut réduire les disparités croissantes entre les différentes îles du pays, qui s'expliquent par la situation géographique. Dans ce cadre, le Gouvernement va lancer un solide programme visant à mieux relier les îles entre elles et à favoriser la décentralisation. Des efforts ont été engagés pour apporter de grandes améliorations aux secteurs de l'éducation et de la santé, notamment s'agissant de l'accès aux soins d'urgence.

43. Le Gouvernement reste déterminé à renforcer son système de gouvernance et son appareil judiciaire et a lancé un programme ambitieux afin d'améliorer la transparence et de renforcer la responsabilisation. En matière de développement économique, les Maldives se heurtent à de nombreux obstacles, notamment le fait que la plupart des projets commerciaux ne permettent pas de dégager des économies d'échelle. La population est tributaire des importations de produits essentiels, de sorte que l'économie est très exposée aux chocs extérieurs. Le Gouvernement s'attache à bâtir une économie bleue durable, résiliente et profitable à toutes et à tous, à diversifier l'économie et à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Toutefois, ces efforts ne pèseront guère lorsque le pays subira les effets catastrophiques des changements climatiques. La communauté internationale doit absolument comprendre la vulnérabilité particulière des petits États insulaires en développement, comme les Maldives, où des années de croissance économique

difficilement obtenue peuvent être réduites à néant par une seule catastrophe naturelle. L'oratrice exhorte la communauté internationale à honorer les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, afin que la température mondiale n'augmente pas de plus de 1,5 °C. Elle demande également que des mesures concrètes soient prises pour prévenir les nouveaux risques de catastrophe et réduire les risques existants, conformément au Cadre de Sendai.

44. **M. Al Blooshi** (Émirats arabes unis), Sous-Secrétaire au développement local, dit que son gouvernement est guidé par la conviction que sa capacité à embrasser l'évolution des techniques sera essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable. Cette anticipation est devenue la pierre angulaire de sa planification stratégique et de ses activités quotidiennes. Le bonheur et le bien-être des citoyens déterminent également les axes de développement du pays. L'orateur propose que les objectifs de développement durable soient interprétés de la même manière au niveau international, c'est-à-dire comme un moyen d'assurer le bonheur et le bien-être de l'humanité.

45. Les Émirats arabes unis ont récemment accueilli une réunion préparatoire du Sommet sur l'action pour le climat, qui doit avoir lieu en septembre 2019. L'une des principales conclusions de cette réunion est que l'action climatique offre des possibilités sans précédent d'améliorer la vie des populations tout en favorisant la croissance économique. En outre, les énergies renouvelables sont devenues les sources d'énergie les moins coûteuses dans de nombreux pays, y compris aux Émirats arabes unis. Il y a des raisons économiques évidentes de donner suite aux engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. L'action climatique permettra également d'améliorer la santé, par exemple en diminuant le nombre de décès provoqués par la pollution atmosphérique, qui s'élève actuellement à 7 millions par an. La communauté internationale doit donc faire connaître les différents avantages économiques et sociaux de l'action climatique.

46. **M. Borbély** (Roumanie), Conseiller d'État et Chef du Département du développement durable, déclare que le Parlement roumain est un ardent défenseur du Programme 2030, comme en témoigne le fait qu'en 2016, il a été le premier membre de l'Union interparlementaire à adopter une déclaration politique, appelant à la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national. Par ailleurs, en 2017, le Cabinet du Premier Ministre a créé le Département du développement durable. Avec l'appui des milieux universitaires, il est prévu de créer un conseil consultatif qui contribuera à assurer la cohérence des politiques et,

dans chaque ministère, des pôles de développement durable sont mis en place dans le cadre d'un réseau interinstitutionnel. Le Gouvernement soutient également la formation d'une coalition de la société civile au service du développement durable. Pendant sa présidence du Conseil de l'Union européenne, au premier semestre de 2019, la Roumanie a mené les négociations qui ont conduit à l'adoption par le Conseil de conclusions fortes concernant la mise en œuvre du Programme 2030 dans l'Union européenne. Les dimensions régionales de l'application de ce programme, notamment les partenariats, joueront un rôle essentiel à l'avenir. À cet égard, la Roumanie a pris des mesures pour créer des pôles régionaux qui favoriseront la coopération en organisant des réunions des États membres de la Commission économique pour l'Europe. Une direction énergique et un mécanisme de suivi efficace du Programme 2030 sont nécessaires aux niveaux régional et mondial. Parmi les cibles de ce programme, 21 sont assorties d'une échéance proche, à 2020, ce qui exige une action politique décisive lors du sommet sur les objectifs de développement durable qui se tiendra en septembre 2019.

47. **M<sup>me</sup> Bokhari** (Pakistan), Secrétaire d'État au droit et à la justice, dit que, en 2016, le Pakistan est devenu le premier pays à intégrer les objectifs de développement durable dans son programme national de développement. Le Parlement national et les assemblées provinciales ont créé des groupes de travail sur les objectifs de développement durable et des cellules chargées de suivre les progrès accomplis vers leur réalisation, et un cadre national a été adopté en 2018 afin d'adapter ces objectifs aux réalités locales, d'établir un ordre de priorité et d'en valoriser pleinement les bénéfices. Le Gouvernement est déterminé à mettre en œuvre le Programme 2030 au moyen de stratégies novatrices et ciblées dans le domaine social, économique et environnemental, l'élimination de la pauvreté étant au cœur de ses efforts. Il a d'ailleurs créé un Ministère de la lutte contre la pauvreté et de la sécurité sociale et a lancé le plus vaste programme national de lutte contre la pauvreté de l'histoire du pays, afin de mettre en place une protection sociale, de créer des emplois, de valoriser le capital humain, de donner plus de moyens économiques aux femmes et de réduire les retards de croissance qui touchent les populations pauvres. L'élimination de la faim et la lutte contre la malnutrition figurent parmi les priorités du Gouvernement. Au cours des cinq prochaines années, une stratégie faisant intervenir plusieurs acteurs sera mise en œuvre pour sensibiliser aux pratiques alimentaires saines, renforcer les institutions et faire participer le secteur privé à la lutte contre la faim. Les initiatives destinées à renforcer la participation des

femmes visent à réduire les inégalités de genre et à favoriser l'autonomie économique des femmes et la croissance économique. Enfin, les réformes du secteur de la santé comprennent un nouveau projet de couverture sanitaire universelle.

48. Les effets des changements climatiques entravent le progrès économique du pays. Les coûts correspondants représentent en effet près de 8 % du budget national. Face à cette situation, le Gouvernement a adopté des mesures de protection de l'environnement et d'atténuation. Grâce à l'initiative « Billion Tree », 350 000 hectares d'arbres ont été plantés. Cette campagne, financée au moyen de ressources nationales, est la première lancée dans le cadre du Défi de Bonn dont l'objectif a été dépassé. Le projet a été élargi au reboisement des forêts dégradées dans tout le pays. Ces initiatives et d'autres programmes nationaux de restauration naturelle des écosystèmes, qui favorisent la biodiversité et permettent de générer des revenus, sont des exemples marquants d'action climatique dans un pays en développement. Une stratégie nationale fondée sur les partenariats et le recours à la technologie et bénéficiant d'un appui financier permettrait de stimuler et d'intensifier la mise en œuvre du Programme 2030 au Pakistan.

49. **M. Canney** (Irlande), Secrétaire d'État auprès du Ministère des communications, de l'action pour le climat et de l'environnement, dit que le plan d'action climatique récemment adopté par son gouvernement s'applique à tous les secteurs concernés et s'appuie sur une gouvernance solide, la participation des citoyens et citoyennes et le consensus politique. Grâce à ce plan, le pays est sur la bonne voie pour atteindre l'objectif en matière d'émissions de carbone qu'il s'est fixé pour 2030, qui est cohérent avec celui consistant à réduire à néant ses émissions nettes de carbone à l'horizon 2050. En 2018, le Gouvernement irlandais a créé un forum national multipartites sur les objectifs de développement durable, afin de renforcer la coopération des parties prenantes à la mise en œuvre du Programme 2030.

50. Consciente que les effets des changements climatiques toucheront de manière disproportionnée les populations pauvres et vulnérables du monde entier, l'Irlande est déterminée à aider les plus à risque à s'adapter et à accroître leur résilience. La politique du Gouvernement en matière de développement international, lancée en février 2019, offre un cadre visant à contribuer à atteindre les objectifs de développement durable en étendant le programme de développement, notamment dans le domaine de l'égalité des genres, de l'aide humanitaire, de l'action climatique et de la gouvernance. Cette politique est conforme à l'engagement de parvenir à l'objectif fixé par l'ONU,

qui consiste à allouer 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement d'ici à 2030. Le partage des responsabilités et l'action collective sont au cœur du Programme 2030. L'Irlande s'efforce de montrer la voie à suivre pour atteindre les objectifs de développement durable et continuera de s'acquitter de ses responsabilités dans le monde en faisant preuve d'empathie, en nouant des partenariats et en respectant l'indépendance des États.

51. **M. Kadel** (Népal), Vice-Président de la Commission nationale de planification, dit que les différences de mise en œuvre du Programme 2030 entre les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et au sein même ces pays représentent un défi majeur. La communauté internationale doit donc s'occuper prioritairement de ces pays. Ayant atteint une stabilité politique et créé un environnement propice au développement économique, le Gouvernement népalais s'attache à assurer un développement durable, en appliquant le principe selon lequel lorsqu'un pays prospère, ses habitants sont heureux. Le Népal enregistre un taux de croissance annuel d'environ 7 % et a ramené le taux de pauvreté à 18,7 %. La proportion de femmes dans les trois niveaux d'administration territoriale est d'environ 40 % et l'indice de parité des sexes dans l'enseignement reste de 1,0 à l'école primaire et de 0,99 dans le secondaire.

52. Le Népal considère qu'il doit en priorité sortir durablement et sans heurt de la catégorie des pays les moins avancés. Il a intégré les objectifs de développement durable dans ses plans, politiques et programmes, il s'attache à les adapter aux spécificités locales et en tient compte dans le budget annuel. S'agissant de l'objectif 4, plusieurs programmes ont été mis en œuvre pour améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement et accroître la persévérance scolaire, en particulier au profit des groupes défavorisés. Pour ce qui est de l'objectif 8, le Gouvernement a institué un régime général de sécurité sociale financé par des cotisations. Les effets néfastes des changements climatiques touchent le Népal de manière disproportionnée, alors que ses émissions de carbone sont insignifiantes. S'agissant de l'objectif 16, le pays a fait de grands progrès concernant le renforcement de la démocratie, de la bonne gouvernance et de l'état de droit et le degré d'ouverture des institutions. Couronné de succès, le processus de paix a débouché sur une stabilité politique dont le pays avait fort besoin et qui favorisera le développement durable. Le financement de ce développement reste un problème important : le Népal a besoin de plus de 18 milliards de dollars par an pour atteindre les objectifs de développement durable. Des

fonds publics, privés, nationaux et internationaux doivent être mobilisés afin de compléter les mesures prises à l'échelle nationale pour ne laisser personne de côté.

53. **M<sup>me</sup> Krentovska** (Ukraine), Première Vice-Ministre de la politique sociale, dit que son gouvernement a adopté une stratégie nationale de défense des droits de l'homme en 2015 afin de garantir l'inclusion et l'égalité et d'élaborer une législation pour lutter contre les discriminations. Le Gouvernement met en œuvre une stratégie de réduction de la pauvreté à la suite de l'agression militaire russe contre l'Ukraine, qui a contraint 1,4 million d'Ukrainiens à quitter leur foyer, leur faisant perdre leur emploi et leurs biens. Parmi les autres mesures liées aux objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 1 (élimination de la pauvreté) et 10 (réduction des inégalités), figurent la réforme des retraites de 2017, à la suite de laquelle la pension moyenne a augmenté de 70 %, et la hausse du salaire minimum et des prestations sociales, qui vise à aider plus particulièrement les groupes vulnérables.

54. La politique nationale mise en place pour atteindre l'objectif 8 (travail décent et croissance économique) vise à réduire l'émigration économique par la déréglementation, l'amélioration de la législation du travail et le soutien aux petites et moyennes entreprises. Dans le cadre des initiatives de décentralisation et de réforme de l'administration locale, de fortes incitations financières et économiques ont été mises en place pour que les autorités locales créent des emplois et améliorent le fonctionnement des économies régionales. Le Gouvernement a également donné aux collectivités territoriales les moyens d'investir dans le développement humain. D'autre part, une loi adoptée en 2017 prévoit de renforcer les différents types d'enseignement accessibles à tous les Ukrainiens et à toutes les Ukrainiennes, y compris celles et ceux qui ont des besoins éducatifs particuliers. Enfin, le Gouvernement a mis en place un mécanisme de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, dans le cadre duquel des rapports annuels sont élaborés et des examens périodiques de l'alignement de la législation nationale sur le Programme 2030 menés.

55. **M<sup>me</sup> Wursterová** (Slovaquie), Directrice générale de la Division des organisations internationales, de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire du Ministère des affaires étrangères et européennes, dit que son pays ne peut pas atteindre complètement les objectifs de développement durable, mais qu'il a fixé, dans son cadre de développement national à long terme, six priorités pour la mise en œuvre du Programme 2030. En matière d'aide publique au

développement, le Gouvernement n'atteint pas son objectif, mais il considère qu'il est essentiel de mobiliser des ressources tant publiques que privées. En 2019, il a pris des mesures pour renforcer les partenariats avec le secteur privé en se dotant de nouveaux outils, dont le financement mixte. Il collaborera étroitement avec les organisations non gouvernementales afin de faire en sorte que ses interventions soient efficaces, transparentes et durables. Par ailleurs, il accorde une priorité absolue à l'éducation, car le capital humain est son atout le plus précieux. Toutefois, de nombreux obstacles à la réalisation des objectifs de développement durable demeurent. Ainsi, 16 % des jeunes en âge de fréquenter le premier cycle de l'enseignement secondaire ne vont pas à l'école. Dans de nombreux pays, les objectifs de développement durable ne sont pas bien connus ; des efforts doivent être engagés pour que chacun et chacune prenne en main le Programme 2030.

56. L'augmentation de la température mondiale pourrait avoir des effets dévastateurs, surtout pour les pauvres et les plus vulnérables, qui n'ont guère contribué à créer ce problème. L'Union européenne joue un rôle de chef de file en visant la neutralité carbone à l'horizon 2050. Dans ce cadre, de nouveaux modèles économiques doivent être définis. La Slovaquie soutient activement les initiatives qui portent sur une économie écologiquement viable, la gestion des ressources en eau et l'atténuation des effets des changements climatiques. Les disparités croissantes entre les régions et à l'intérieur des pays montrent que le Programme 2030 concerne aussi bien les pays développés que les pays en développement. Au sein des organisations internationales, la Slovaquie joue un rôle moteur dans l'exécution du Programme. En sa qualité de Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, elle est déterminée à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, conformément à l'objectif 16. En mai 2019, la Slovaquie a présidé la Réunion du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques au niveau des ministres, qui était consacrée aux possibilités d'utiliser la transformation numérique au service de la croissance, du bien-être et du développement durable.

57. **M. Seneviratne** (Sri Lanka), Secrétaire du Président de la République, dit que son gouvernement a mis en place plusieurs mécanismes pour créer un environnement propice à la mise en œuvre du Programme 2030. Il s'agit notamment du conseil national du développement durable, qui élaborera des stratégies nationales en mobilisant toute la société, pilotera l'intégration des objectifs de développement durable dans les plans et budgets nationaux et assurera

la cohérence des politiques et la participation des parties prenantes. Sri Lanka a enregistré des progrès sensibles concernant la réalisation des objectifs 3 (vivre en bonne santé) et 4 (assurer une éducation de qualité). Le Gouvernement accorde une attention particulière aux efforts d'intégration et de réconciliation nationales et à l'autonomisation des femmes et des groupes vulnérables par l'enseignement professionnel.

58. En 2018, Sri Lanka s'est classée au deuxième rang des pays où le risque climatique est le plus élevé. Pour mettre en œuvre des plans d'adaptation, elle a besoin du soutien des donateurs. Sri Lanka a mis en place un comité national pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, même si ces dernières sont faibles. En ce qui concerne l'objectif 16 (paix, justice et institutions efficaces), le Gouvernement a instauré un mécanisme de lutte contre la corruption et la fraude financière et la Banque centrale a édicté de nouvelles directives pour combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Des mesures ont également été prises pour que rendre le cadre réglementaire national conforme à la Convention des Nations Unies contre la corruption. D'autre part, Sri Lanka appuie fermement les efforts de coopération Sud-Sud et se tient prête à faire part de son expérience. L'orateur espère que le forum politique de haut niveau offrira des possibilités de coopération multilatérale et bilatérale.

59. **M. Guisse** (Sénégal), Secrétaire général du Ministère de l'environnement et du développement durable, dit que son gouvernement a intégré les objectifs de développement durable à sa planification stratégique du développement. En 2016, son pays a adopté un plan d'action national visant à aligner sa politique économique et sociale sur ces objectifs. Dans ce cadre, plusieurs projets et programmes de protection et d'inclusion sociales ont été mis en place, notamment aux fins d'assurer un revenu trimestriel à quelque 400 000 familles, d'offrir une couverture sanitaire universelle et de bâtir des infrastructures socioéconomiques de base dans les zones rurales en facilitant l'accès à l'eau et à l'électricité. L'ONU a salué l'approche systémique et globale suivie dans le cadre de cette dernière initiative, en ce que toutes les causes et tous les types d'inégalités en milieu rural sont pris en compte. Par ailleurs, le Gouvernement accorde une place privilégiée au développement du capital humain par l'éducation et la formation professionnelle. L'éducation représente 25 % des dépenses publiques et une initiative visant à créer des emplois pour les femmes et les jeunes a permis à ces groupes de bénéficier d'un financement de 45,8 millions d'euros en 2018. Un certain nombre de programmes et de partenariats relatifs à la résilience aux changements climatiques, à

l'adaptation à ces changements et à l'atténuation de leurs effets ont été mis en place, notamment un projet visant à densifier les écovillages, une stratégie de développement des énergies renouvelables pour 2016-2020 et un programme de gestion du littoral. De surcroît, le Gouvernement a institutionnalisé une réunion annuelle sur le développement durable présidée par le Président de la République, ce qui témoigne de la priorité accordée à cette question et de la participation de toutes les catégories d'acteurs concernés. Enfin, il est nécessaire de mieux aligner et de mieux harmoniser les travaux des différentes instances internationales qui sont chargées de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

*La séance est levée à 17 h 35.*